

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.957

Solidarité avec un peuple en lutte

Le PCR salue la victoire de la résistance palestinienne



Lors du rassemblement pour la paix en Palestine à Saint-Denis, Paul Vergès avait appelé à l'union des Réunionnais pour la cause palestinienne.

Le PCR rend hommage au combat exemplaire du peuple palestinien. Au bout de la résistance, Palestiniens ont obtenu un cessez-le-feu mettant un terme à 50 jours d'offensive de l'armée israélienne. Le PCR appelle à amplifier la solidarité avec le peuple en lutte, avec notamment le boycott des produits israéliens. Voici le communiqué adressé à la presse.

La Bande de Gaza est un territoire huit fois plus petit que La Réunion où vivent environ 1,8 million de personnes. Pour beaucoup sont des Palestiniens chassés de leur maison par la colonisation de leur pays par Israël depuis des décennies. Pendant 50 jours, l'armée israélienne a lancé une offensive sans précédent contre les Palestiniens de Gaza. C'est une armée d'occupation, possédant la bombe atomique, et soutenue par les puissances occidentales. Au plus fort des bombardements, les États-Unis ont même envoyé de nouvelles armes aux Israéliens.

Au bout de la résistance, le peuple palestinien a obtenu la signature d'un cessez-le-feu. Il a réussi à résister à une des plus puissantes armées du monde. Les dirigeants palestiniens considèrent que l'accord est une avancée. Le texte prévoit la levée du blocus de Gaza, l'extension de la zone de pêche et des négociations pour la construction d'un port en eau profonde pour ravitailler Gaza sans passer par le territoire contrôlé par l'armée israélienne.

Le Parti communiste salue cette

grande victoire. Il souligne que le peuple palestinien est actuellement victime d'un régime d'apartheid, comme l'étaient les Sud-Africains avant 1990. C'est pourquoi il réaffirme son soutien de toujours à toutes les initiatives visant à faire avancer la cause palestinienne.

Le PCR est notamment solidaire de l'appel au boycott des produits israéliens lancé par le Collectif Réunion Palestine Solidarité. C'est en effet un tel boycott qui avait contribué à affaiblir le régime raciste sud-africain, ce qui l'avait obligé à négocier.

Hollande a-t-il répondu à vos attentes ?

Le Parti Communiste Réunionnais a posé 7 questions au Président François Hollande. Voici ses réponses et nos commentaires. C'est le rôle irremplaçable du PCR de dire la vérité.

Accordez-vous 38 millions € supplémentaires pour sauver la filière canne-sucre à partir de 2017 ?

Filière canne

Hollande est d'accord mais il a dit que la décision appartient à Bruxelles. Donc, rien n'est définitivement acquis.

Nouvelle Route Littorale... en Mer

Il a donné son aval pour continuer ce chantier qui est un gouffre financier et une grave atteinte à l'Environnement ; cela, à 18 mois de la Conférence de Paris pour le Climat et l'Environnement.

Accepterez-vous que la France soit ridiculisée à la Conférence « Paris 2015 » avec un projet de route en mer à 2 mds € pour 12 km ?

Allez-vous clarifier l'avenir de l'octroi de mer ?

Octroi de mer

Il n'a rien dit, laissant dans l'incertitude nos producteurs et nos collectivités.

L'Emploi pour les Réunionnais(es)

Il propose "40 000 contrats d'avenir". Ce sont toujours des contrats précaires. La Réunion compte 160 000 chômeurs, les Réunionnais(es) ont droit au travail. Nous voulons des emplois durables.

Les postes de travail créés à La Réunion seront-ils occupés par des Réunionnais ?

Créerez-vous un Fonds d'Épargne pour ne pas perdre la sur-rémunération ?

Sur-rémunération

Un rapport sénatorial remet en cause la sur-rémunération. F. Hollande n'a pas développé ce point, tout en disant savoir que des réflexions sont en cours.

Accord de Partenariat Économique (APE)

L'Europe négocie des accords d'échanges avec nos pays voisins. F. Hollande ne s'est pas engagé à ce que La Réunion soit représentée à ces négociations, ce qui met en danger toutes nos productions.

Exigerez-vous la présence de La Réunion dans les négociations des APE avec nos voisins ?

Rétablirez-vous les revenus des salariés qui ont perdu la prime Cospar et le RSTA ?

Pouvoir d'achat

Pas un mot pour les travailleurs. Encore moins pour la moitié de la population qui vit sous le seuil de pauvreté. Les pauvres sont les grands oubliés de cette visite.

Que faut-il réellement en retenir ?

Pensez à votre situation : êtes-vous plus rassurés après ce voyage éclair ? Si c'est NON, vous avez donc compris les préoccupations du PCR, le seul parti qui vous alerte sur les dangers et qui a toujours publié ses propositions.



Édito

«Hollande ment tout le temps, c'est pour ça qu'il est à 20%»

C'est Arnaud Montebourg qui parle ainsi du Président dans un livre qui doit paraître le 10 septembre au titre évocateur: «Moi président» par le journaliste Valentin Spitz. C'est une série de confidences et d'anecdotes collectée avant son exclusion et qui vont assurément alimenter les médias et les cafés du coin, en plein débat sur le vote de confiance.

Hollande et Valls ont-ils eu vent de l'affaire? La manière dont ils ont débarqué le type et l'appel des députés à faire acte d'allégeance sont deux signes d'un exécutif mal à l'aise devant la nouvelle alliance projetée entre les dirigeants PS au gouvernement et le MEDEF. Le patronat va profiter de son avantage pour réclamer encore plus de réformes en sa faveur et plus rapidement.

Le parallèle sur le mensonge de Hollande peut être aisément constater ici. Il s'est engagé auprès du PCR en 3 fois. La première, c'est lorsqu'il est candidat à la candidature pour la Présidence de la République. Il s'engage par écrit auprès du PCR et de Paul Vergès qui décident de rendre public le contenu. Il est retenu pour la présidentielle. Cette fois-ci, il écrit que s'il est élu, voilà les engagements qu'il prend auprès de nous. Il viendra personnellement le proclamer à Saint Louis. Et, c'est l'enregistrement de son discours qui fait foi. Il était accompagné de Lurel et Jean-Claude Fruteau. Les militants du PCR connaît par cœur des extraits du genre «avec le PCR, j'ai pris des engagements...».

Non seulement ses amis font tout pour combattre le PCR mais lui même est retourné au bout de 2 ans et demi. Il n'a toujours pas exécuté ses engagements. Et, voilà Montebourg qui déclare qu'on ne peut rien retirer de cet homme. Lui, son ministre de l'Economie, il l'accuse de fonctionner au mensonge comme d'autres utilisent le carburant pour avancer. Les 7 Députés et le Sénateur socialistes de La Réunion se trouvent dans un moment délicat. Vont-ils assurer le service après vente d'un gouvernement ultra-libéral?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Michel Sapin, ministre des Finances, a promis la suppression de la rétroactivité fiscale aux entreprises.

Le Premier ministre et le ministre des Finances à l'université d'été de l'organisation patronale

Un gouvernement en convergence avec le MEDEF

Le maire de l'Entre-Deux, Bachil Valy, s'est désisté de son appel au jugement du TA de Saint-Denis annulant les dernières élections municipales dans cette commune. Une élection municipale partielle est fixée le 5 octobre, avec un éventuel second tour le 12 octobre. En attendant, une délégation spéciale sera installée, elle prendra ses fonctions vendredi. Dans un communiqué, la préfecture donne le détail de ces informations.

Mercredi, au lendemain de la nomination du nouveau gouvernement, le Premier ministre, Manuel Valls, a réalisé, selon les médias, une réelle «déclaration d'amour à l'entreprise», à l'ouverture de l'université du MEDEF, le 27 août. «La France a besoin de ses entreprises, de toutes ses entreprises (...), car ce sont les entreprises qui, en innovant, en risquant les capitaux de leurs actionnaires, en mobilisant leurs salariés, en répondant aux

attentes de leurs clients, créent de la valeur, génèrent de la richesse qui doit profiter à tous. Et moi, j'aime l'entreprise!», a assuré le Premier ministre.

Manuel Valls ovationné par le MEDEF

Pour sa part, le patron du MEDEF,

Pierre Gattaz, a souhaité «la réussite» du pacte de responsabilité, qui réduit le coût du travail et la fiscalité pour les entreprises. Le discours du Premier ministre était attendu, car les patrons attendaient «l'affirmation franche, claire et nette que ce sont bien les entreprises qui créent les emplois et la richesse et qu'à ce titre absolument tout doit être fait pour les favoriser», a expliqué l'un d'eux à Libération. Une affirmation confirmée par

l'intéressé qui a eu droit à une ovation de la part de la salle.

Manuel Valls a tenu à expliquer qu'aujourd'hui, on vit «dans un monde globalisé», ajoutant qu'il était absurde de «parler de cadeaux aux patrons». Pourtant ce dernier a évoqué une possible réforme des seuils sociaux, qu'il a qualifié de «légitime». Depuis plusieurs années, le patronat veut retirer ces seuils sociaux, tels que la création du comité d'entreprise, le taux de cotisation à la formation professionnelle, le plan de sauvegarde de l'emploi en cas de licenciements, considéré comme des freins à la croissance et à l'embauche.

Le Premier ministre a également souhaité une «simplification active dans tous les domaines», y compris «le code du travail». Manuel Valls a aussi laissé entendre que les règles «relatives au travail du dimanche» vont être allégées. Mesure demandée par l'UMP depuis plusieurs années, désormais envisagée par le gouvernement socialiste.

Toutes ces possibilités évoquées par le Premier ministre s'ajouteront à l'Accord National Interprofessionnel (ANI), vivement contesté par les partenaires sociaux. Cet accord vise à baisser le coût du travail, à accroître la flexibilité et à faciliter les licenciements.

Une ligne politique assumée

Dans la suite de l'allocution de son Premier ministre, Michel Sapin, ministre des Finances, a promis de supprimer la rétroactivité fiscale, devant le MEDEF, assurant qu'une circulaire sera écrite et «qui comportera des engagements profonds des uns et des autres». Ce dernier a assuré qu'en «matière fiscale, nous mettrons en œuvre le principe de non-rétroactivité fiscale» qui «comportera des engagements profonds des uns et des autres».

Invité pour la clôture des Universités d'été du MEDEF, à Jouy-en-Josas (Yvelines), le ministre a expliqué qu'"il ne doit plus y avoir de suppléments d'impôt applicables à des exercices déjà clos, pas de majorations après la fin de l'année d'imposition mais de la visibilité et la garantie que les règles du jeu sont connues suffisamment à l'avance».

Désireux de sécuriser les patrons, Michel Sapin a évoqué l'objectif du gouvernement: la «constance», afin que «ceux qui prennent un risque

puissent le faire en confiance et en connaissance de cause sans qu'en cours de route une nouvelle norme fiscale vienne tout changer». Le ministre a marqué la ligne du gouvernement visant à maintenir le cap de la politique économique de soutien aux entreprises, évoquant les 40 milliards d'aires de l'Etat aux entreprises.

Cette aide sous forme de baisse du coût du travail devrait redonner selon Michel Sapin «très exactement aux entreprises, j'allais dire même complètement, l'équivalent des marges

perdues avec la crise». Un cadeau dénoncé par Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, qui a pointé du doigt «l'argent qui va directement dans la poche des actionnaires». Certes le gouvernement «a demandé des contreparties mais il n'en a pas exigé», a déploré ce dernier sur France Info.

Céline Tabou

Emanuel Macron emboîte le pas

Signe de la volonté du gouvernement de s'allier les milieux d'affaire et des marchés financiers, la nomination d'Emmanuel Macron, à l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, est vivement critiquée par la gauche de la gauche et certains de la majorité présidentielle, tout en étant salué par la droite et le MEDEF. A peine nommé, le nouveau ministre met les pieds dans le plat, après ses déclarations sur les 35 Heures.

Fervent défenseur de l'austérité budgétaire, pro-européen, cet énarque formé par la Banque Rotchild, a expliqué au magazine *Le Point*, que les entreprises seront autorisées «à déroger» aux 35 heures, en cas d'accords avec les organisations syndicales. «C'est déjà possible pour les entreprises en difficulté. Pourquoi ne pas étendre à toutes les entreprises, à conditions qu'il y ait un

accord majoritaire avec les salariés?», avait exposé l'ex-secrétaire général adjoint de l'Élysée.

Pour le nouveau ministre de l'Économie, cela permettrait de «sortir de ce piège où l'accumulation des droits donnés aux travailleurs se transforme en autant de handicaps pour ceux qui ne travaillent pas». Face au tollé suscité par ces propos, le gouvernement a réagi, annonçant qu'il «n'a pas l'intention de revenir sur la durée légale du travail à 35 heures», dont la modification éventuelle «relève de discussions entre partenaires sociaux» que l'exécutif «respectera». En dépit, de cette déclaration, les récentes prises de positions par le Premier ministre, Manuel Valls, et le ministre des Finances, Michel Sapin, n'ont pas apaisé les craintes d'une remise en cause totale des acquis sociaux.

La France se dirige vers le modèle allemand

Entre 2003 et 2005, le chancelier Gerhard Schröder a modifié en profondeur le marché du travail allemand, appelé «les réformes Hartz», celles-ci ont été initiées par Peter Hartz, directeur du personnel de Volkswagen. Le but était d'intégrer la flexibilité des horaires, ces réformes sont aujourd'hui vantées par le MEDEF, qui souhaite appliquer le modèle allemand à la France.

Controversées, ces réformes ont adapté le droit du travail et la fiscalité au profit des entreprises allemandes. Le gouvernement avait alors mis en place quatre lois principales, comme la simplification des procédures d'embauche, encourager les formations professionnelles, revue des pensions de l'agence fédérale du travail et l'instauration du travail temporaire avec des conseillers personnels.

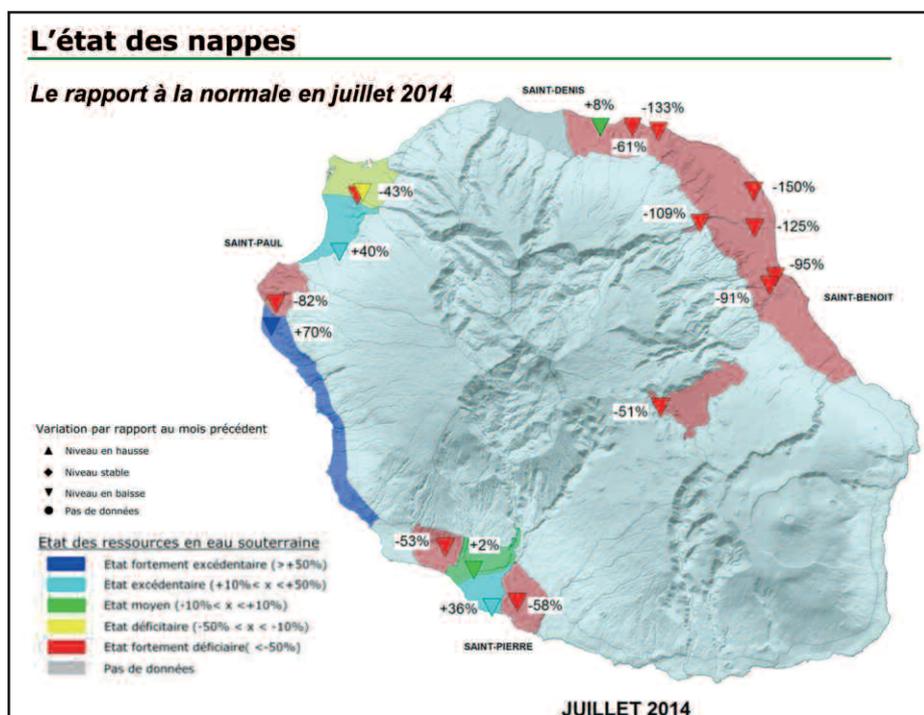
Par la suite, plusieurs mesures ont été instaurées comme la réduction des indemnités versées aux chômeurs de longue durée, ces derniers pouvaient alors être embauchés à des salaires inférieurs (1 €/heure), d'autres mesures polémiques avaient été mises en place telle que la réduction des allocations d'un chômeur dont les ascendants ou descendants ont des économies.

Ces mesures ont certes permis de relancer l'économie du pays, mais la situation sociale des Allemands ne s'est pas améliorée depuis. Mit en avant pour ses réformes, l'Allemagne possède a contrario de la France, des données statistiques truquées et un taux de chômage beaucoup plus élevé qu'il n'y paraît, car les séniors ne sont pas comptabilisés en totalité et la précarité reste très forte.

Nouvelle alerte du Comité sécheresse

La période la plus sèche depuis 50 ans à La Réunion

De février à août, les pluies ont été les plus faibles depuis 50 ans. Le déficit touche surtout le nord-est de l'île. Les trois prochains mois sont traditionnellement les plus secs de l'année, le Comité sécheresse appelle à la vigilance car les signaux d'alerte existent. C'est un phénomène extrême, il rappelle que le changement climatique ne s'arrête pas aux frontières de La Réunion. Précisions dans un communiqué diffusé par la préfecture:



Nappes phréatiques déficitaires au mois de juillet à La Réunion. (Source : Office de l'eau Réunion)

En application de l'arrêté préfectoral cadre du 2 mai 2014, le Comité Sécheresse s'est réuni en préfecture le 29 août 2014 afin de faire le bilan de la situation hydrologique et météorologique et procéder à l'analyse des éléments d'anticipation d'une éventuelle crise.

Après analyse de la situation, le comité constate:

- que la saison des pluies 2013-2014 est assez largement déficitaire (-14% environ par rapport à la moyenne 1981-2010) mais avec de fortes disparités entre, d'une part, la moitié nord-est de l'île et le littoral du nord-ouest fortement déficitaires et, d'autre part, le reste du département proche de la normale, voire un peu plus excédentaire sur un petit quart sud de l'île;
- qu'au cours des 7 derniers mois, de février à août on observe une

situation fortement déficitaire, qui classe cette période au 1er rang des plus sèches depuis 50 ans;

- que depuis le 1er janvier, les communes les plus déficitaires sont celles du quart nord-est et est de l'île, et l'ouest dans une moindre mesure;
- que l'état des ressources en eau est en baisse sur l'ensemble du département depuis le mois de mars;
- que certains aquifères des secteurs Est et du Nord ont déjà atteint les seuils d'alerte;
- que les dernières précipitations du 26 août ont permis de diminuer les consommations et donc la tension sur la distribution des services pour les prochains jours.

Le constat de cette situation déficitaire, alors que les 3 prochains mois sont statistiquement les moins arrosés de l'année, fait craindre des per-

turbations dans la distribution d'eau, et l'accentuation des difficultés actuelles sur les hauts de la commune de Sainte-Marie, en l'absence de nouvelles précipitations conséquentes, ou en cas d'incidents sur les réseaux.

A ce stade, bien qu'il y ait des signaux d'alerte, le comité a considéré qu'il n'y avait pas lieu de mettre en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau, mais a souhaité appeler à la vigilance l'ensemble des acteurs en charge de la distribution de l'eau et sensibiliser les Réunionnais à cette situation.

En cette période inter-cyclonique sèche, il semble nécessaire de rappeler le respect des mesures de précaution suivantes:

- signaler en temps réel les perturbations d'alimentation et les fermetures de réseaux susceptibles d'être utilisés par les services de secours et de lutte contre l'incendie,
- favoriser les techniques d'irrigation économe en eau,
- maintenir une vigilance particulière sur les aquifères sensibles, et adapter leur exploitation en fonction de l'évolution de la salinité,
- renforcer la surveillance des bassins de baignade, dont les conditions sanitaires ont tendance à se dégrader avec les faibles débits, notamment avec l'augmentation du risque de contamination par la leptospirose.

Il est conseillé, en cette période inter-cyclonique sèche, d'avoir une utilisation la plus économe possible de l'eau, aussi bien pour les particuliers que les collectivités grandes consommatrices.

L'évolution de la situation sera suivie dans les prochaines semaines et le Comité Sécheresse sera réuni début octobre pour un nouveau point de la situation.

A droite toute...

Le changement c'est maintenant... on peut dire qu'on est servi avec le gouvernement Valls numéro 2. Après les grands discours sur l'ennemi sans visage qu'est la finance, François Hollande et son premier ministre nomment un ex-banquier chez Rothschild à Bercy, comme ministre des Finances. Que sait-il des difficultés quotidiennes des Français modestes, ceux qui bossent dur et gagnent peu. On peut se le demander à juste titre. Il est sûrement plus au fait des aspirations des banquiers et de tous ceux qui gravitent dans le milieu financier.

Spectacle étonnant également, celui de Manuel Valls se faisant applaudir chaleureusement, que dis-je, se faisant ovationner par 3.600 patrons

réunis pour l'université du MEDEF. On croit rêver et ce n'est pas fini. Le ministère des Droits des femmes a vu le départ de Madame Vallaud-Belkacem, ministre remplacée par une secrétaire d'État qui dépendra dorénavant de Madame Touraine qui se retrouve ministre des Affaires sociales, des Droits des femmes et de la Santé. A croire que la même personne peut s'occuper d'autant de secteurs importants sans aucune difficulté.

D'ailleurs, j'ai entendu un journaliste parler de promotion pour Madame Vallaud-Belkacem qui passe à l'Éducation nationale, comme si s'occuper des Droits des femmes était une tâche subalterne. Nous sommes toujours, les femmes, en train d'attendre

des vraies solutions pour les problèmes permanents des violences et il est navrant de constater le peu de considération des politiques, hommes et femmes confondus, pour ce fléau de nos sociétés.

Les associations féminines devraient monter au créneau nos députées (au féminin) également pour dénoncer ce mépris souverain vis à vis de la moitié de la population.

Je ne savais pas que changement signifiait revirement de ses principes dans la bouche de celui qui a été élu par ceux qu'il bafoue aujourd'hui.

Marie-Hélène Berne

Un symbole de l'Histoire de La Réunion

La disparition de Gabriel Chefiare, champion cycliste des années cinquante, laisse orphelins les cyclistes et cyclotouristes de notre île. Aujourd'hui encore, au détour d'une promenade ou d'une course, on entend du bord de la route, «allez Chefiare!». Cette première exclamation, avant beaucoup d'autres, je l'ai moi-même lancée la première fois que j'assistais à une course cycliste qui traversait Saint-Denis par la rue de l'Église (aujourd'hui rue Alexis de Villeneuve).

Depuis cette lointaine époque, Gabriel Chefiare est l'icône du cyclisme réunionnais. J'y vois au moins trois raisons:

À travers ses succès, relayés

quelques années plus tard par son frère Roger, autre athlète hors du commun (ce qui n'a pas manqué d'entretenir la légende), «Gaby» véhiculait les valeurs inhérentes au cyclisme et qui étaient celles de la vie à cette époque: travail, courage, rigueur, dépassement de soi.

Il incarna ensuite, en fin de carrière sportive, l'affirmation de soi et la réussite sociale des humbles par le sport.

Enfin, père de famille exemplaire, philosophe à ses heures, très cultivé, son intégrité et son rayonnement lui avaient valu d'être nommé «citoyen d'honneur» de notre ville de Saint-Denis.

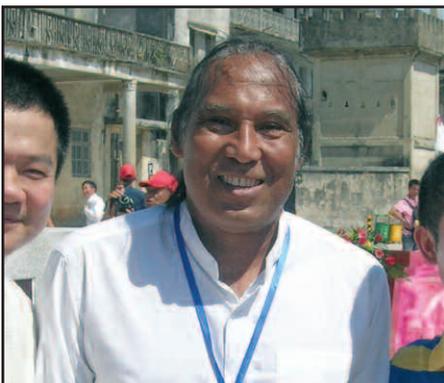
Le cyclisme réunionnais sait ce qu'il lui doit: la renommée dans l'océan Indien, une activité de dirigeant bénévole compétent, l'inspiration de tant de vocations, la détection de plusieurs champions, une dynastie cycliste familiale.

Avec la dernière échappée de Gabriel Chefiare, c'est une page de l'histoire du sport réunionnais mais aussi de l'Histoire de La Réunion qui est tournée, tant son parcours a coïncidé avec le vécu des Créoles de notre île dont il faisait la fierté.

Nous exprimons notre entière sympathie à toute sa famille.

**Philippe de Cotte,
Comité Régional de Cyclisme**

Sainte-Suzanne rend hommage à Sudel Fuma



La municipalité de Sainte-Suzanne organise demain à 9 h un hommage à l'Historien Sudel FUMA (1952-2014) au centre Zéлиндор de Moringue de la Marine.

Pour saluer les actions menées à Sainte-Suzanne et pour sa brillante carrière d'Historien dans notre île, Maurice Gironcel, Maire de Sainte-Suzanne et son Conseil Municipal dévoileront une plaque commémorative en son honneur, en présence de la famille de l'historien.

Otè!

A kondisyon ké dmoun i arvien in pé mèt dann zot déstin

Mi sort lir in n'afèr la bien intèrès amoin. Sa i éspas pa isi La Rényon, mé sa i spas dann l'érop dann bann péi konm la Grès, Portigal, léspagn épi d'ot péi ankor. Alor moin lé a d'mandé si sa i pé pa ète bon pou La Rényon galman, pou bann péi l'outre-mèr anfin pou in pé partou. Donk kosa moin la lir, sanm i anbal amoin konmsa? Zot i koné dopi lonta demoun i kite la kanpagn pou alé an vil, i kit l'agrikiltir pou alé travay dann l'indistri, lo komèrs, l'administrasyon. Lo Légzod riral, sa i di azot kékshoz sa?

Bin figir azot dopi in sèrtin koup de tan, é sirtou dopi ké la kriz la komansé, na konm in mouvman dann l'ot sans: dopi la vil ziska la kanpagn, dopi l'indistri épi lo bann sèvis an dirésyon l'agrikiltir épi la pèsh. Bann demoun dé foi bien kalifyé i artourn la kanpagn épi i mète a kiltivé, i mète a ésploit la foré, i mète a fé la pèsh poisson... pa an sovaz mé an bazan dsi bann prinsip lo dévlopman dirab, pa an dévèrsan bann produi shimik an poundyak mé an bazan dsi bann téknik natirèl, an bazan dsi in lékonomi avèk in vizaz demoun.

Na dé foi sé lo gouvèrnman li mèm k'i ankouraz bann sitoiyin a travay konmsa. Sé lo ka d'lo Portigal. Défoi sé l'moun k'i fé zot afèr an maron pars zot lé fatigé antann "La Kriz! La Kriz! La kriz!"; in plas moin la vi dsi internet in famiy apré fé la kiltir shanpignon apré an avoir pèrd zot boulo dann batiman. In plas moin la vi in bann moun i abite dann yourt, lé végétarien é la ronons zot vi dan la vil. In n'ot koté moin la vi demoun apré songn kabri, apré fé lélvaz zuit ou bien moul. Donk demoun i arkomans fé zordi sak zot famiy té i fé avan zot la kite la kanpagn pou alé an vil... Lo rézilta? in parti d'moun i sort dan la kriz é i rotouv lo gou travay, lo gou produi, lo gou égzisté. An pliské sa l'anploi i ardémar dann la kanpagn.

Alor, mi majine mon péi, La Rényon. Mi pans bann jenn rényoné osi i pé fèr z'afèr konmsa; in kondisyon: sé ki mète pa zot kal sou lo pyé, i mète pa zot zanbèk. A kondisyon k'i arète in pé intèrdir si, intèrdir la, dann nout péi. a kondisyon k'i form le moun pou alé ropran in travay landroi ousa travay nana. A kondisyon ké l'moun i arvien in pé mète dé zot déstin.

Justin

NB: In mo pou la rout, zordi "l'otonomi". Sa i vé dir ou lé in pé mète out déstin. l'otonomi dann l'énèrji? Ou i produi lénèrzi ou la bézoin san gaspiy out larzan é san k'in pé i obliz aou ashtë lénèrzi tro shèr. Lotosifizans alimantèr: sa in manyèr d'éte mète de ou pou l'manjé. I di lédikasyon i doi rann bann zanfan otonome: sa i vé dir zot i pé bien amène zot bark dan la vi. Mi arète la, pars tro di azot sé pa respèk zot l'otonomi konm i fo. Ni artrouv!